

Notices biographiques

Ces biographies sont classées par ordre alphabétique. La graphie des prénoms est, à de rares exceptions près (César, au lieu de Cæsar Blösch), conforme à la langue parlée communément par les protagonistes. Les ouvrages de référence mentionnés dans la bibliographie sont signalés par une abréviation ou par le nom de l'auteur en fin d'article.

Amrhyn, Josef Franz von Sales (1800–1849)

Homme d'Etat lucernois, secrétaire, puis chancelier de la Confédération. Il démissionna en 1847 pour ne pas devoir signer la déclaration de guerre au canton de Lucerne lors de la guerre du Sonderbund. (DHBS)

d'Anville, Jean-Baptiste Bourguignon (1697–1782)

Géographe français dont les cartes (plus de deux cents) ont fait faire de grands progrès aux sciences géographiques.

Aubry, Pierre-Ignace (1796–1878)

Maire de Saignelégier; il fut député à la Constituante de 1831. Juge à la Cour d'appel du canton de Berne, membre du Conseil-exécutif et député au Conseil national; en compagnie de l'ex-landammann Eduard Eugen Blösch et du landammann Näf, de Saint-Gall, député à la Diète, il négocia le rachat des corps francs prisonniers à Lucerne (v. Notices explicatives: «Sonderbund»). Il se retira à Saignelégier. Il estimait que toutes les lois nées après 1831 étaient mal rédigées et mal coordonnées. (DHBS; BJ)

Baumgartner, Jakob Gallus (1797–1869)

Landammann saint-gallois, homme d'Etat ayant dirigé le canton de Saint-Gall pratiquement tout au long de la Médiation et de la Restauration. Membre du Grand Conseil dès 1825. Il fut un des principaux collaborateurs de l'*Appenzeller Zeitung*. Quoique premier secrétaire d'Etat, il prit une position indépendante vis-à-vis du Conseil d'Etat et devint chef de l'opposition. La Constitution saint-galloise de 1831 est en grande partie son œuvre. Il fut avec Karl Schnell fondateur du Concordat des sept cantons pour la protection des nouvelles constitutions cantonales (1832). Avec son collègue lucernois Eduard Pfyffer, il convoqua en 1834 la Conférence de Baden pour mettre fin aux conflits de politique ecclésiastique, notamment suscités par la suppression de l'évêché de Coire-Saint-Gall (1836). Cette conférence adopta les Articles de Baden (v. Notices explicatives). Il est aux côtés de Neuhaus dans l'affaire des réfugiés (1833–1836) et dans celle de Louis Napoléon Bonaparte (1838). Chef du parti

radical, il est très populaire en Suisse au moment où surgit l'affaire de la fermeture des couvents d'Argovie (1836). Il blâme le gouvernement de ce canton et entre en lutte avec le parti radical qui l'accuse de trahison. En 1841, il quitte le Conseil d'Etat. Il édite le premier quotidien suisse, la *Schweizer Zeitung*. Suite à son revirement politique, sa position durant la guerre du Sonderbund est délicate; il quitte la Suisse pour Vienne d'où il revient en mars 1848. De 1860 à 1861, il se prononce en faveur des jésuites, position qui l'écarte définitivement de la scène politique. (DHBS; GS 3, p.77–94; BJ)

Bélet, Jean-Pierre (1807–1897)

Jean-Pierre Bélet avait fait des études littéraires et philosophiques au Collège de Porrentruy sous la direction de son oncle, le père Imier Cramatte, ancien religieux de Bellelay. Ordonné prêtre en septembre 1830, il fut d'abord vicaire de J.-B. Bernard Cuttat, puis devint premier curé de La Chaux-de-Fonds où il resta jusqu'au milieu de l'année 1835. Devenu professeur de théologie et d'histoire ecclésiastique au Collège de Porrentruy, il fut, suite aux événements de 1836 évoqués par Neuhaus, incarcéré durant sept mois, puis exilé. On le trouve ensuite à Vienne et à Schwertberg près de Linz. Il revint à Montignez (lieu de sa naissance) à la mort de son oncle Cramatte en 1848. Membre du Grand Conseil de Berne en 1850. Il prit sa retraite en 1866. (ELSÄSSER)

von Bentzel-Sternau, Marie, née von Seckendorf (1783–1838)

Epouse du comte Karl Christian von Bentzel-Sternau, haut fonctionnaire allemand et écrivain. Après la dissolution du Grand-Duché de Francfort, le couple se retira et passa une partie de son temps dans sa propriété de Mariahalden/Erlenbach, sur les bords du lac de Zurich.

Le 24 août 1833, Marie von Bentzel-Sternau adressait une lettre à Neuhaus en rapport avec une loterie qu'elle voulait organiser en faveur des réfugiés polonais et lui demandait s'il accepterait d'adresser aux femmes et jeunes filles suisses une invitation générale à soutenir ce plan de manière à lui donner «une dimension véritablement nationale inspirée par de profonds sentiments religieux». (AfNB, dossier 12, lettre n° 20; Neue Deutsche Biographien 2, Berlin 1955.)

Blösch, César Adolf (1804–1863)

Né à Bienne, il fait des études de médecine à Zurich et Göttingen. Il pratique d'abord à Berlin, puis à Paris, enfin à Bienne à partir de 1827. Il avait épousé Elisa Pugnet (v. «Pugnet»). Député, conseiller municipal, puis maire, il prend une vive part à la vie politique de la ville jusqu'en 1862. On lui doit entre autres la mise au point du contrat de partage des biens respectifs des communes bourgeoise et municipale. Libéral aux côtés de Charles Neuhaus en 1830/31, il dirige avec lui la réunion du 20 décembre 1830 à Bienne (auberge de la Croix-Blanche).

Mais, plus tard, il prend ses distances. Auteur d'une histoire de Bienne: *Geschichte der Stadt Biel und ihres Panner-Gebietes* (1855, réédité 1977). (GUSTAV BLÖSCH: *Chronik der Stadt Biel, von der ältesten Zeit bis Ende 1873*, Biel 1875; DHBS; RL, p. 27)

Blösch, Eduard Eugen (1807–1866)

Frère cadet de César, né à Bienne; il fait des études de droit à Berne. A partir de 1830, on le trouve comme collaborateur du chancelier de Berthoud, Johann Ludwig Schnell, dont il épouse la fille Rosina. Il est élu député en 1838. En tant que landammann à partir de 1841, il est plusieurs fois délégué du canton de Berne à la Diète fédérale, notamment en compagnie de Charles Neuhaus lors de l'affaire des couvents argoviens (une affaire qui s'étire de 1834 à 1843). Entré au Conseil-exécutif, Eduard Blösch participe à l'élaboration des lois sur les communes, l'église, le mariage, l'école, la presse, fonde l'établissement de la Waldau, s'occupe de travaux de correction de l'Aar, etc. On le retrouve à partir de 1846 au Grand Conseil, sur les bancs de l'opposition conservatrice. Durant la guerre du Sonderbund, il occupe les fonctions d'auditeur en chef de l'armée. En 1848, il s'oppose à Stämpfli pour l'adoption de la nouvelle constitution fédérale. Il décline sa réélection en 1858, revient au Grand Conseil (vice-président en 1864) et meurt peu après avoir accédé à la présidence.

Charles Neuhaus l'estimait beaucoup, mais voyait en lui un rival. C'est à lui que Neuhaus, rappelé une fois de plus par Blösch au respect de la loi, aurait répondu: «Je me moque du pacte (fédéral); c'est un chiffon de papier! *Salus publica suprema lex* (Le salut public passe avant la loi). Je veux sauver la Suisse!». (BsGC n° 52, 24 juin 1839, p. 216). Cette exclamation fut prononcée dans le contexte de la procédure de révocation de Xavier Stockmar. (GS 3, p. 54; BJ; RL, p. 26; ERARD I, p. 296)

Boll, Friedrich (1801–1869)

Né à Bienne, pasteur à Niederbipp en 1832 où il dirigea la première école normale d'institutrices. Elle fut transférée en 1839 à Hindelbank. Directeur de l'école normale de Münchenbuchsee de 1843 à 1846, pasteur à Gottstatt dès 1846, il reprit en 1852 la paroisse et l'école normale de Hindelbank. (DHBS)

de Bombelles, Louis-Philippe, comte (1780–1843)

Diplomate autrichien accrédité auprès de la Confédération suisse le 21 décembre 1830. Il fut l'agent de Metternich à une époque où les incidents avec la Suisse ne manquèrent pas, dont celui relaté ici par Charles Neuhaus (affaire du Steinhölzli, 1834).

Bonaparte, prince Louis Napoléon (1808–1873)

Troisième fils de Louis Bonaparte (frère de Napoléon Bonaparte) et d'Hortense de Beauharnais, neveu de l'empereur. Il fut élevé au château d'Arenenberg, en Thurgovie, après la chute de l'Empire (1815). C'est le futur Napoléon III.

Bürki, Samuel (1780–1836)

Membre du Grand Conseil; il fut préfet du Simmental de 1816 à 1822, membre du Petit Conseil de 1822 à 1831 et conseiller d'Etat en 1831 et 1832. (BJ)

Cassini

Dynastie d'astronomes français d'origine italienne, tous successivement directeurs de l'Observatoire de Paris:

1° Jean-Dominique (1625–1712), premier directeur de l'Observatoire de Paris (1672)

2° Jacques (1677–1756), fils du précédent

3° César François (1714–1784), fils du précédent

4° Jean-Dominique (1748–1845), fils du précédent

5° Alexandre-Henri Gabriel (1784–1832), fils du précédent; abandonna tôt l'astronomie pour se consacrer à la botanique.

César et Jean-Dominique (père et fils) furent les réalisateurs de la «Carte topographique de la France» en 180 feuilles (l'un la commençant, l'autre la terminant), entreprise qui exigea 45 ans de travail. L'aïeul est l'auteur de nombreux mémoires sur les planètes Vénus, Mars et Jupiter, il découvrit deux satellites de Saturne. Quant à Jacques, il s'intéressa principalement à la forme de la terre.

Une des deux sondes lancées le 13 octobre 1997 vers Saturne, qui y arriveront en 2004, porte le nom de Cassini. (Grand Larousse 1900; quotidiens d'octobre 1997)

de La Chalotais, Louis-René de Caradeuc (1701–1785)

Magistrat français, né et mort à Rennes, avocat général au Parlement de Bretagne, puis procureur général. Il défendit les privilèges de la noblesse bretonne contre le gouverneur de la province, le duc d'Aiguillon, et fut un des plus ardents adversaires des jésuites sous Louis XV; par son *Compte rendu des constitutions des jésuites* (1761), il contribua à l'abolition de cet ordre en France. Son livre *L'Education nationale* lui valut une énorme popularité. Accusé d'avoir adressé des lettres injurieuses aux ministres, il fut emprisonné (1765), puis libéré, mais exilé à Saintes. Louis XVI le rappela en 1774 et lui rendit sa charge.

Cuttat, Jean-Baptiste Bernard (1776–1838)

Natif de Delémont, prêtre dès 1797, Cuttat est curé de Bâle en 1819, de Porrentruy en 1820 et provicaire général en 1830; il fut l'inspirateur du journal

L'Ami de la justice et exerça une grande influence sur le clergé du Jura; il entre en conflit avec le pouvoir civil dans des questions scolaires et religieuses, notamment en rapport avec les Articles de Baden (1834–1836); il y était notamment question du mariage civil, des mariages mixtes et de la réduction du nombre des fêtes religieuses, innovations contre lesquelles il s'insurgeait avec la dernière énergie; il protesta aussi violemment contre la formule de serment que les ecclésiastiques étaient censés prononcer envers la nouvelle Constitution de 1831. Il estimait que la condition sine qua non pour entrer à l'école normale était «de savoir de mémoire et dans son entier le catéchisme du diocèse». Dépossédé de son siège pastoral, il fut accusé de menées contre la sûreté de l'Etat et s'enfuit à Delle (mars 1836), puis à Colmar où il mourut, deux ans plus tard. (DHBS; SbB II, p. 262–268, SbB IV, p. 473)

von Erlach, Ludwig Robert (1794–1879)

Fils du général bernois Karl Ludwig von Erlach, assassiné près de Wichtrach après la défaite des troupes bernoises au Grauholz, Ludwig Robert von Erlach entre en 1824 au Grand Conseil. L'année suivante il devient grand bailli du district de Konolfingen. Dans cette fonction il est le représentant local du gouvernement lors de la réunion de Münsingen, le 10 janvier 1831; il transmet la clef de l'église à l'assemblée. Il sera ensuite membre de la Constituante de 1831 et du Grand Conseil (dès 1838) où il s'engagera pour des réformes de l'agriculture, notamment pour la correction des eaux du Jura. (H.U. VON ERLACH: 800 Jahre Berner von Erlach, Berne 1989.)

von Fellenberg, Philipp Emanuel (1771–1844)

Né à Berne le 15 juin 1771, il fait ses études à Tübingen. Il subit les influences de Kant, Fichte et Rousseau.

Il visita Paris après la chute de Robespierre (1794) et y rencontra les hommes politiques Sieyès, Lakanal et l'abbé Grégoire avec lesquels il discute des améliorations que réclament l'agriculture et l'éducation du peuple. Moyennant la fortune de son père, professeur à l'école de droit des jeunes patriciens, il acquiert la même année le grand domaine du Wylhof, à proximité de Berne, qu'il rebaptise Hofwil. Il y fonde un établissement d'agriculture et d'éducation populaire combinées. Il s'inspirait des écrits d'Albert Thaër (1752–1828), réformateur de l'agriculture en Allemagne. Il introduit dès lors de nombreuses innovations: drainage, défonçage des terres arables, mélange de terres, travaux répartis sur toute l'année, assolement (plus de friches), etc., il incite les hommes à se décharger des travaux physiques sur les animaux et les machines. En 1807, il crée l'institut agronomique supérieur.

Il est membre du Grand Conseil dès 1825 et de la Constituante en 1831; il fait partie à partir de 1831 du Département de l'éducation. Il imprègne fortement de son esprit les lois sur les écoles normales (1832), sur l'école primaire (1835)

et sur l'université (1834). C'est cette même année «qu'on s'était avisé, comme l'écrit Neuhaus, de le faire landammann». En 1838, le gouvernement refuse de nationaliser son établissement agronomique. Repris par son fils, l'établissement fut néanmoins fermé en 1848. Ce n'est qu'en 1883 que l'Etat y transfère son école normale de Münchenbuchsee. Hofwil était bien connu en Europe; de nombreuses institutions du même type ont vu le jour en Angleterre. Fellenberg concevait la religion comme une institution divine destinée à vulgariser la loi morale. (GS 2, p. 192–203)

von Fischer, Emanuel Friedrich (1786–1870)

De 1805 à 1809, il occupe les fonctions de secrétaire de l'Académie de Berne. Durant plusieurs années, il sert dans les armées (lieutenant d'infanterie, capitaine et adjudant du général von Wattenwyl, aide-major, lieutenant-colonel et adjudant du général Bachmann 1815). Il est conseiller de légation à la Diète de Zurich (1814), membre du Grand Conseil bernois en 1816; au lendemain de l'attribution d'une notable partie de l'ancien Evêché de Bâle au canton de Berne, il est délégué à Karlsruhe (1817) et à Rome (1818); il séjourna durant cinq mois dans la Ville éternelle dans l'espoir de faire accepter par le pape le principe de la résidence de l'évêque en territoire bernois; mais Rome voulait Soleure. Ni Berne, ni Rome ne cédèrent.

Préfet de Berne en 1819, membre du Conseil secret (v. Notices explicatives) en 1821, du Petit Conseil en 1824, rapporteur à la Diète, président de la commission des finances et du sel, avoyer en 1827. Il fut le dernier avoyer en charge de l'ancienne République de Berne.

A la veille de la clôture de la Diète de 1830, les événements se précipitant sous l'impulsion française, les régiments suisses au service du roi de France sont renvoyés au pays. Afin de maintenir l'ordre dans le canton de Berne, Fischer eut l'idée de prendre à la solde du canton le régiment bernois congédié. Mais sa proposition fut rejetée par le Grand Conseil. C'est lui qui, au lendemain du 10 janvier à Münsingen, en accord avec von Wattenwyl, proposa de laisser la place à une Constituante issue du suffrage populaire.

Le nouveau gouvernement enleva très rapidement à la famille Fischer la régie des postes (1832) qui était depuis cent cinquante ans un de ses principaux revenus.

Président de la Commission des Sept (Bourgeoisie) en 1832, il fut accusé de haute trahison et destitué par le nouveau gouvernement. Voir Notices explicatives: «Conspiration de l'Hôtel d'Erlach». (GS 3, p. 19–37; SbB IV, p. 621–633)

de Gérando, Joseph-Marie, baron (1772–1842)

Publiciste et philosophe français, né à Lyon en 1772. Après des débuts mouvementés sous la Révolution (il s'engage pour défendre Lyon contre les troupes

de la Convention), il est blessé, fait prisonnier et condamné à mort; il parvient à s'évader et à se réfugier en Suisse, puis à Naples. Rentré en France sous le Directoire, il en fut à nouveau chassé par le coup d'Etat du 18 fructidor (4 septembre 1797), mais y revint avec le Consulat (10 novembre 1799 – 18 mai 1804). Il brille alors par un mémoire sur l'*Influence des signes sur le langage* qui est couronné par l'Institut de France. Secrétaire général du Ministère de l'intérieur en 1804, maître de requêtes au Conseil d'Etat en 1808, intendant de la Catalogne et baron en 1812, il conserva son siège au Conseil d'Etat jusqu'en 1830. Sous la Restauration, il fut professeur de droit administratif à la Sorbonne (1819–1820). Il s'occupa d'institutions philanthropiques et publia deux volumes sur l'éducation des sourds-muets (1827). Il entra en 1832 à l'Académie des sciences morales et politiques et est l'auteur d'une *Histoire comparée des systèmes de philosophie* (1803). Il meurt à Paris en 1842.

La référence de Neuhaus à Gérando [p. 33] est intéressante en ce sens que l'on trouve ailleurs dans son texte [p. 28 et 39] des indications relatives à l'amélioration du sort des sourds-muets dans le canton, notamment par la création d'un établissement spécialisé à Frienisberg et l'augmentation de la somme consacrée à ces handicapés. Gérando en aurait-il été le catalyseur?

Geiser(Geyser), Johann(1771–1841)

Négociant en vin de Lotzwil. Accusé d'être l'instigateur de la résistance aux Français durant la période de l'Helvétique, il fut emprisonné au château d'Aarburg. Nommé à la Constituante en 1831 et membre du Conseil-exécutif de 1832 à 1841.

La remarque de Neuhaus [p. 40] a trait à la séance de la Constituante du 25 mars 1831, lorsque Geiser parla en faveur d'une de ses propositions tendant à faire intégrer un article attribuant à l'Etat la charge de construire et d'entretenir les routes de campagne, y compris les ponts et les bâtiments de l'Etat, ce qui devint l'article 26 de la Constitution dont parle Neuhaus. (Journal de la Constituante, version allemande, p. 274–276)

von Gundoldingen, Peter(1331–1386)

Obmann dans l'arbitrage des Confédérés du 13 juin 1381 concernant l'affaire Ringgenberg et dans celle au sujet de la frontière entre Unterwald et l'Entlebuch. En 1380, les sujets de Ringgenberg avaient bouté le feu au château du même nom, sur la rive nord du lac de Brienz; les Bernois vinrent les aider, mais en profitèrent pour faire valoir leurs prétentions sur l'Oberland; l'intervention de Gundoldingen permit de rétablir l'ancien état des choses. Peter von Gundoldingen aurait été l'homme d'Etat le plus capable de Suisse centrale à cette époque. Capitaine de Lucerne, il est mort de blessures reçues à la bataille de Sempach où les Confédérés défirent les Autrichiens. (DHBS)

Hahn, Franz Samuel (1786–1857)

Juriste libéral bernois, études à Heidelberg, avocat fort prisé en ville et à la campagne. Membre de l'administration municipale depuis 1825, du Grand Conseil depuis 1827. En 1830, chef de la Garde bourgeoise mise sur pied par les patriciens, orateur à la réunion de Münsingen. Membre de la Constituante de 1831; membre du conseil municipal (Bourgeoisie) et de sa Commission des Sept. Il fut impliqué dans la conspiration de l'Hôtel d'Erlach et fut également emprisonné à Thorberg. De 1832 à 1840, administrateur de l'Hôpital de l'Ile, puis, jusqu'en 1851 de l'Hôpital des bourgeois. Il termina sa carrière comme juge à la Cour d'appel. (Berner Taschenbuch auf das Jahr 1862, 11^e année, Berne 1862)

Herrenschwand, Christian (1765–1852)

Membre du Grand Conseil en 1803 et 1839; conseiller d'Etat de 1831 à 1839, devint bourgeois de Berne en 1817. (DHBS)

Hildebrand (1020/1025–1085)

Nom temporel du moine clunisien devenu Grégoire VII, pape de 1073 à 1085. Principal promoteur de la réforme dite *grégorienne* visant à purifier les mœurs ecclésiastiques (notamment en ce qui concernait le célibat des prêtres) et à émanciper l'Eglise du pouvoir temporel (querelle des Investitures). Bien que très controversé de son temps et plus tard, il est considéré comme un des plus importants pontifes du Moyen Age.

L'utilisation du nom temporel de Grégoire VII par Neuhaus a-t-elle une connotation ironique servant à souligner son rejet des prétentions de l'Eglise catholique? (Lexikon des Mittelalters IV, p. 1669)

Hoffmeyer, Jean-Baptiste (1778–1853)

Originaire de Bassecourt, Jean-Baptiste Hoffmeyer s'engagea très jeune dans l'administration à Delémont. Appelé au service militaire par la loi de conscription de 1799, il fit ses premières armes à l'armée du Rhin. En 1806, après la bataille d'Austerlitz, il fut nommé capitaine. Lors de la campagne de Prusse qui s'ouvrit cette même année, la prise de Lübeck par son régiment lui valut d'être décoré de la Légion d'honneur. Les campagnes militaires le menèrent ensuite en Pologne où, se distinguant particulièrement à Ostrolenka, il fut blessé au genou. Il reçut les félicitations personnelles de Napoléon. Promu chef de bataillon, sachant l'allemand, il fut rattaché en qualité d'officier supérieur aux troupes du Duché de Berg, sur le Rhin, et promu au grade de major en 1808.

Le régiment de J.-B. Hoffmeyer passa l'hiver de 1811 à 1812 à Stettin, «une saison de divertissements». Dans la campagne de Russie de 1812, Hoffmeyer était chef du 9^e corps; celui-ci ne dépassa pas Smolensk. Au cours de la retraite de la Grande Armée, il faisait partie de l'arrière-garde qui couvrait les ponts

jetés sur la Bérésina. C'est là qu'il perdit le bras droit. La France le mit à la retraite, au grade de colonel, à la veille de Noël 1814. De 1831 à 1833, Hoffmeyer fut député au Grand Conseil, et préfet de Delémont en 1836 et 1837. (ELSÄSSER)

Hünerwadel, Gottlieb (1808–1877)

Théologien, secrétaire du Département de l'éducation dès 1832, c'était le confident de Neuhaus. Il fut secrétaire d'Etat dès 1837, député à la Diète, conseiller communal et conseiller de bourgeoisie à Berne. Il lui appartenait de rédiger pratiquement tous les écrits relatifs aux rapports du canton de Berne avec ses voisins suisses ou étrangers, tout au cours d'une période où les conflits ne manquaient pas: menace d'intervention française en Suisse lors de l'affaire Louis Napoléon Bonaparte (1838), révolte zurichoïse (1839), suppression des couvents d'Argovie (1841), puis entrée des troupes bernoises dans le Freiamt, rappel des jésuites par Lucerne (1844), troubles sanglants en Valais (1844), le tout culminant dans l'expédition des corps francs (1844 et 1845) et la chute brutale du gouvernement (1846). Agé d'à peine 38 ans, sa carrière est alors brisée. Il reprend en 1848 l'imprimerie Stämpfli & Cie (Berne); il est un des fondateurs (1852) et membre du Conseil d'administration de la Schweizerische Centralbahn (qui réalise, parmi d'autres, le tronçon de chemin de fer Herzogenbuchsee – Soleure – Bienne en 1857); membre fondateur de la Société suisse pour l'assurance mobilière. (ED. BLÖSCH, in SbB IV, p. 203–206)

Jean-Jacques = Jean-Jacques Rousseau (1712–1778)

Ecrivain et philosophe genevois. Son *Discours sur l'origine de l'inégalité* (1755) et la publication de son *Contrat social* (1762) exercèrent une grande influence sur la pensée politique de l'époque. Fuyant les persécutions, Rousseau trouva notamment refuge sur l'île Saint-Pierre (lac de Bienne) durant six semaines, du 12 septembre au 25 octobre 1765, où il écrivit la cinquième promenade des *Rêveries d'un promeneur solitaire* et le dernier livre des *Confessions*. Les autorités bernoises qui jugeaient ses écrits révolutionnaires exigèrent alors son départ.

Jenner, Abraham Rudolf Ludwig (1789–1852)

Comptable de l'Etat, membre du Grand Conseil à partir de 1822, conseiller d'Etat de 1831 à 1846, chef du Département des finances. Sa sœur Salome Julia (1787–1860) est la fondatrice de l'Hôpital pour enfants de Berne. (DHBS)

Kasthofer, Albrecht Karl Ludwig (1777–1853)

Né à Berne en 1777. Après des études de forestier, notamment à Göttingen et à Heidelberg, il devient forestier en chef de l'Oberland dès 1806. De 1808 à 1829, intense activité de publiciste, dont son célèbre ouvrage *Der Lehrer im Walde. Lesebuch für schweizerische Landschulen, Landleute und Gemeindeverwalter* (traduiten

français par F.-L. Monney sous le titre de *Le guide dans les forêts*, Porrentruy 1838). Bien que membre de la Constituante (1831), Kasthofer se révèle médiocre politicien, aimant plus ses aises et la convivialité que l'arène politique. Membre de la Commission des 19 (commission restreinte de la Constituante), il suivait souvent l'avis des «anciens» qu'étaient Koch, Hahn et Wyss. Dès 1832, il est forestier en chef du canton de Berne. Membre du Grand Conseil. Il entreprend la réorganisation du domaine des forêts et postule en faveur de la libéralisation complète du commerce du bois et de la libre circulation avec la France, «seules en mesure d'apporter le bien-être aux Etats». Il publie en 1836 un rapport sur les forêts de la ville de Bienne (*Bericht über die Waldungen der Stadt Biel*); à son avis, les immenses forêts du pays sont à même non seulement de satisfaire les besoins, mais suffisent aussi amplement à l'exportation de bois vers la France, l'Italie et la Hollande. Il fait procéder à de nombreux repeuplements forestiers. Il est conseiller d'Etat de 1837 à 1843. Dans l'affaire des militaires polonais qui se réfugient en Suisse (1833–34), il est aux côtés de Neuhaus (il faisait aussi partie du Département diplomatique). Il s'élève énergiquement contre les exigences des puissances étrangères. Ses adversaires lui reprochent orgueil et vanité, manque de talent et d'expérience politique. En rapport avec une demande de grâce pour un condamné à mort, il se fait, en vain, l'avocat de la suppression de cette peine. Dans l'affaire des Articles de Baden, il est le plus violent à condamner la politique française. Comme tant d'autres, il se trouve vers la fin de sa vie de plus en plus en opposition avec ses collègues radicaux. Il meurt le 22 janvier 1853. (DHBS; J. STERCHI, in SbB V, p. 528–550)

Koch, Karl (1771–1844)

Officier d'artillerie à Büren et Neuenegg en 1798. Président du Grand Conseil helvétique en 1798. La Légion helvétique fut créée à son instigation. Avocat à Berne de 1804 à 1831. Fondateur de l'école militaire bernoise. Président de la commission pour la révision constitutionnelle de 1831, conseiller d'Etat de 1831 à 1840, chef du Département militaire jusqu'en 1833, président du Tribunal suprême de 1840 jusqu'à sa mort. (DHBS; BJ)

Kortüm, Johann Friedrich Christoph (1788–1854)

Historien allemand originaire d'Eichhorst (Mecklenburg-Strelitz). Arrêté comme espion sous Napoléon, en 1810, il s'enfuit en Suisse où il noue d'étroits liens avec Pestalozzi lors de son passage par l'institut de Fellenberg, à Hofwil, en 1812; il le quitte pour suivre comme volontaire les campagnes de 1813 et 1814. Après la paix, il fut maître d'histoire à Aarau (1817), à Bâle (1820–1826), à Hofwil (1822–1826) et est professeur d'histoire à l'Académie, devenue ensuite l'Université, de 1832 à 1840. Il meurt à Heidelberg. (DHBS)

von Lerber, Beat (1788–1849)

Orientaliste, pratiquant le persan, l'arabe, l'hébreu, l'éthiopien et acquérant encore sur le tard les bases du chinois; c'est aussi un grand connaisseur du Coran. Membre du Grand Conseil à partir de 1821, il est banni en 1831 en raison de la diffusion d'une rumeur selon laquelle un officier bernois aurait négocié avec l'Autriche de Metternich. Il s'installe alors à Morat, le «Berthoud» fribourgeois des années 1830 (c'est-à-dire un des centres de l'agitation libérale de notre pays), mais revient s'établir à Berne, en 1832, où son frère Karl accède aux fonctions d'avoyer en 1833.

Partisan enthousiaste du libéralisme et piétiste, il se trouve en conflit constant avec le courant anti-religieux de certains tenants du mouvement. Il est banni une deuxième fois en 1836 (il se rend alors à Lausanne avec sa famille) pour avoir accusé de brutalités l'administrateur de la prison de Berne; il n'avait pu, lors du procès, fournir les preuves de ses accusations.

Beat von Lerber est un personnage des plus étranges du XIX^e siècle bernois. D'origine patricienne, érudit, haïssant Napoléon, fondateur d'une société d'«Orthodoxie religieuse», opposant fanatique aux philosophes, cofondateur de la Société évangélique, opposant virulent à l'aristocratie, presque toujours isolé, en constant désaccord avec ses amis et connaissances, défenseur d'idées radicales et orthodoxes à la fois, il prétendait, dans un même discours, se faire l'avocat de la liberté de religion et de conscience et postuler simultanément la théocratisation de la démocratie. (G. BOHNENBLUST, in *SbB V*, p. 34)

von Lerber, Karl (1784–1837)

Vice-président de la Constituante de 1831. Landammann du canton de Berne en 1831, avoyer en 1833, fondateur de la Banque cantonale, de la Caisse hypothécaire du canton de Berne et de la Société suisse pour l'assurance mobilière. On notera que la création de caisses hypothécaires ou de banques est en étroite relation avec la suppression – longue et difficile – des redevances issues de l'époque féodale; il s'agissait de transformer des charges liées au seigneur propriétaire de la terre en charges dépendantes du capital et donc anonymes. (DHBS; BJ)

Lutz, Samuel (1785–1844)

Professeur de langues mortes au Gymnase de Berne de 1812 à 1824, il est pasteur à l'église du Saint-Esprit de Berne, de 1830 à 1833, et professeur de théologie à l'Académie, puis à l'Université de Berne de 1833 à 1844. Membre du Département de l'éducation de 1831 à 1837, il fut à plusieurs reprises président du Synode. (DHBS)

von May, Albrecht Friedrich (1773–1853)

Albrecht von May se met dès ses 18 ans au service de la République de Berne, principalement dans l'armée. Il poursuit ses études à l'Université de Iéna et se bat face aux armées françaises en 1798. Dans le cadre de l'organisation de la République helvétique, le poste de premier secrétaire du Directoire lui est confié. Dès 1812, membre du Grand Conseil du canton de Berne. Il est de ceux qui s'opposent à la Restauration, de même qu'à l'agrandissement territorial du canton de Berne par l'adjonction des territoires de l'ancien Evêché de Bâle. Il fut néanmoins consulté au sujet de l'Acte de réunion (v. Notices explicatives) et élu préfet de Courtelary, où il s'occupa jusqu'en 1827 à rétablir l'ordre légal fortement perturbé. En juin de cette même année, il est nommé chancelier de la République. Il est confirmé dans ses fonctions sous le nouveau régime, après 1831. En raison de la position des partis politiques, il fut obligé de se retirer en 1837. Bon orateur, célèbre par ses nombreuses «mises en garde», c'était un inconditionnel du respect des formes légales: «La démocratie, plus que toute autre forme d'Etat, disait-il, se doit d'éviter toute hâte dans son action». 1848 met un terme à sa carrière. (SbB I, p. 637–640)

Messmer, Beat Ludwig (1764–1833)

Juriste, commissaire des fiefs de la ville de Berne, puis administrateur de l'Hôpital extérieur. D'après la précision donnée par Neuhaus «...le vieux Messmer», il doit s'agir de Beat Ludwig, et non pas de son fils, Gottlieb (1799–1862), bien que ce dernier, notaire, ait été landammann du canton de Berne de 1834 à 1836. Les faits rapportés remontent à 1832. (DHBS)

Meuron, Constant (1804–1872)

Liquoriste. Il prit part au mouvement insurrectionnel neuchâtelois de 1831, à la suite duquel il fut condamné à mort. Arrêté à Berne et livré au gouvernement neuchâtelois, sa peine fut commuée en détention à perpétuité, mais il s'évada le 19 juillet 1834. Il fut un des fondateurs de l'Internationale. On le trouve au Locle en 1866, et à Saint-Sulpice en 1870 où il est à charge de l'assistance. (DHBS; Archives de la République et Canton de Neuchâtel)

de Montebello, Napoléon Auguste Lannes, duc (1801–1874)

Attaché d'ambassade de France à Rome sous Chateaubriand, il rallia le gouvernement de Juillet (1830). Il fut successivement envoyé comme ministre de France au Danemark, en Prusse (1833), en Suisse (1836), à Naples (1838), il devient ministre des affaires étrangères en 1839. Renversé par la Révolution de Février (1848), il est élu député à l'Assemblée législative (II^e République, 1849–1851), puis finit par se rallier au Second Empire (1852–1870). De 1858 à 1864,

il est ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg. C'est lui qui en 1836 avait exigé, au nom de la France, l'annulation des Articles de Baden «dans les quarante-huit heures», menaçant de faire sinon pénétrer les troupes françaises dans le Jura. Il termine sa carrière comme sénateur, en France. (BESSIRE: Histoire du Jura Bernois, p. 334)

Morel, Charles-Ferdinand(1772–1848), ditle «doyen Morel»

Natif de Corgémont, consacré pasteur à l'âge de 17 ans, il part en 1789 pour la France en tant qu'aumônier protestant auprès du régiment de Reinach recruté en majeure partie dans l'Evêché de Bâle en vertu d'un accord de capitulation (v. Notices explicatives). De retour au pays en 1792, il est installé pasteur de Corgémont en 1796. Un an plus tard, les troupes françaises occupent le vallon de Saint-Imier, et le 5 février 1798 entrent à Bienne: l'ancien Evêché est incorporé à la République française. Partisan de la Révolution de 1789 et fervent admirateur de la Déclaration des droits de l'homme, Morel reconnaît les avantages de la république. Ainsi est-il désigné en tant que président du canton de l'Erguel et membre du Conseil général du département du Mont-Terrible.

L'avènement de Napoléon Bonaparte (1802) ayant rétabli le culte, Ch.-F. Morel fut choisi comme étant le seul capable d'organiser les affaires religieuses de la contrée. Il ne cache pas son admiration critique pour l'empereur en qui il voit un homme sachant allier ordre et liberté. Durant la période française, il porte son attention sur l'économie publique, en particulier sur l'agriculture. Il publie à Strasbourg un *Abrégé de l'histoire et de la statistique du ci-devant Evêché de Bâle* (1813), premier ouvrage relatif à l'histoire jurassienne écrit en français.

Après la chute de Napoléon en 1814, il penche tout d'abord pour l'idée de la création d'un canton du Jura comme partie intégrante de la Confédération helvétique ou, à défaut, «d'une partie méridionale et protestante annexée au canton de Berne». Une assemblée des maires et notables de l'Erguel eut lieu à Sonceboz en septembre 1814 au cours de laquelle une requête dans ce sens fut expédiée aux Puissances alliées. L'Erguel se soumit alors à leur décision: l'attribution, par les Puissances alliées, d'une importante partie de l'ancien Evêché de Bâle au canton de Berne (qui n'en voulait tout d'abord pas; voir «May»).

Peu de temps après, Morel se rallie à Berne. Après la mort du doyen des pasteurs, Ch. Victor Gibolet, pasteur de Bienne, Ferdinand Morel fut appelé par le Petit Conseil de Berne à lui succéder. Il occupa ce poste de 1824 à 1840.

En 1831, Morel, nourri des idées de la Révolution française, accepte le mandat de constituant; il prend une part active à la discussion du projet de constitution et s'engage notamment et avec énergie contre l'exclusion projetée du clergé catholique romain de l'exercice des droits politiques. La correspondance atteste que Morel et Neuhaus avaient une grande estime l'un pour l'autre. En 1865, un monument a été élevé à sa mémoire à Corgémont. (SbB II, p. 119–148, MOREL)

Morus, Thomas (1478–1535)

Latinisation de «More». Grand chancelier d'Angleterre, né à Londres, décapité en cette même ville en 1535. Il démissionne lorsque Henri VIII abjure le catholicisme (1532) et offense mortellement Anne Boleyn en refusant d'assister à son couronnement. Accusé de haute trahison, More résiste devant le tribunal. Condamné à mort, il meurt, disent les livres, «avec la dignité d'un philosophe et la foi d'un martyr».

Son œuvre la plus célèbre, *De optimo rei publicae statu, deque nova insula Utopia*, fut éditée par Erasme de Rotterdam, à Bâle, en 1518. C'est l'évocation d'une île (Utopia) où il n'y a ni propriété privée, ni argent ni commerce, où les conditions de travail et d'instruction sont les mêmes pour tous et où tolérance religieuse et vie vertueuse assurent une cohabitation pacifique.

von Müllinen, Gottfried (1790–1840)

Major et adjudant du général Bachmann de 1813 à 1815, bailli de Nidau de 1822 à 1830, historien. En mars 1815, Bachmann avait été nommé général en chef des troupes fédérales au moment où Napoléon revenait de l'île d'Elbe; avec l'accord de la Diète, il pénétra alors en Franche-Comté, mais fut bientôt rappelé en Suisse avec ses troupes. (DHBS)

Neuhaus-Verdan, Melchior-Alexandre (1794–1858)

L'arbre généalogique de la famille Neuhaus dit qu'il fut greffier de Bienne. Il avait épousé en 1820 Julie Verdan, fille d'Henri Verdan et de Suzette Neuhaus, une sœur de Fanny; c'était donc un beau-frère de Charles Neuhaus. (AfNB, dossier 5; arbre généalogique Neuhaus, par J. Germiquet, 1892; arbre généalogique Verdan)

Ochsenbein, Johann Ulrich (1811–1890)

Procureur en 1834, membre fondateur de l'Association nationale suisse en 1835, défenseur du radicalisme, avocat à Nidau; capitaine d'état-major, instigateur et commandant en chef de la seconde expédition des corps francs contre Lucerne en 1845; il fut radié de l'état-major général pour cette raison. Député au Grand Conseil en 1845, puis en 1846, principal promoteur de la révision de la Constitution bernoise, violent adversaire de l'avoyer Neuhaus, député à la Constituante de 1846, vice-président du gouvernement et directeur du Département militaire en 1846, second député à la Diète. Président du gouvernement et en même temps du Vorort (canton directeur) de la Confédération; chef de la division bernoise de réserve dans la guerre du Sonderbund (v. Notices explicatives). Président de la grande commission pour l'élaboration de la Constitution fédérale de 1848. Conseiller national, puis président du Conseil national. En 1855 il se rend en France où il devient général de brigade. Général de division lors de la

guerre de 1870–71, commandant militaire de Lyon. Adversaire de la politique ferroviaire bernoise de 1883. (DHBS)

Palissy, Bernard (vers 1510–1589/90)

Potier, céramiste-émailleur, écrivain et savant français. Au terme de nombreuses années de recherches et d'expériences, il découvre le secret des émaux. Publie plusieurs traités: *Recepte véritable par laquelle tous les hommes de France pourront apprendre à multiplier et augmenter leurs trésors* (La Rochelle 1580), *Discours admirable de la nature des eaux et des fontaines*, *Discours admirable de l'art de la terre, de son utilité, des émaux et du feu* (Paris 1580). Devenu huguenot, il jouit de la protection du connétable de Montmorency et de Catherine de Médicis, ce qui ne lui évite pas d'être emprisonné à la Bastille pour refus d'abjurer sa foi protestante; c'est vraisemblablement là qu'il meurt. Sa protectrice meurt précisément en 1589.

Pfyffer, Eduard (1782–1834)

Avocat dès 1803, préfet de l'Entlebuch de 1814 à 1817 et de Lucerne de 1821 à 1827. Il occupa les fonctions de conseiller d'Etat et directeur de l'Instruction publique, et celle d'avoyer en 1832 et comme tel présida la Diète. (DHBS)

Pfyffer, Casimir (1794–1875)

Frère du précédent, juriste lucernois; il prit dans une certaine mesure la succession d'Eduard. (GS 3, p. 62–76)

Pic de La Mirandole, Jean (1463–1494)

Ce philosophe italien se proposait de défendre, à Rome et publiquement, neuf cents thèses sous le titre général de *De omni re scibili* (De toutes choses connues). A quoi un facétieux (on soupçonne Voltaire) avait ajouté «et quibusdam aliis» («et même de plusieurs autres»). Il tentait de démontrer que le christianisme est le point de convergence de toutes les traditions religieuses, philosophiques et théosophiques. Prétendant expérimenter toutes les voies, de la science jusqu'à la magie, la hardiesse de ces thèses scandalisa les théologiens. Un procès lui fut intenté et une partie de ses thèses condamnée. Il s'enfuit en France où il fut incarcéré (1488). De retour à Florence, il fut empoisonné par son propre secrétaire, Cristoforo de Casalmaggiore. Seul à échapper à l'oubli, son discours d'introduction sur la dignité de l'homme: *Oratio de hominis dignitate*.

Pugnet, Jean François Xavier (1765–1846)

J.F.X. Pugnet a participé en tant que médecin à l'expédition d'Egypte (1798–1801). La peste sévissait au Moyen-Orient; il cherchait à en découvrir les causes. La découverte à Hong-Kong du bacille spécifique de la peste par le docteur français Alexandre Yersin (d'origine suisse) ne se fera qu'en 1894. Plus tard, il

fit des recherches sur la fièvre jaune dans les Antilles (août 1802). Dans l'un comme dans l'autre cas, il paya de sa personne.

En 1806, à 41 ans, il avait épousé, alors installé à Dunkerque, la Biennoise Elisabeth Marguerite Moser. Souffrante et son mari fort éprouvé dans sa santé, le couple quitte Dunkerque en 1821 où Pugnet avait travaillé pendant 17 ans. Avec leur fille, Elisa, la famille vient s'établir à Bienne. Pugnet avait alors 56 ans. Sa femme s'éteignit trois ans plus tard, le 16 février 1824. Pendant près de 25 ans, Pugnet fut en relation avec la famille Neuhaus à laquelle il rendit des soins «aussi aimables que désintéressés», assistant le père Neuhaus et le père Verdan dans leurs derniers moments. Lui-même mourut d'une tumeur à l'estomac, le 24 novembre 1846. Elisa Pugnet, fille unique, épousa le D^r C. A. Blösch. (CH. NEUHAUS: Le docteur Pugnet, Berne 1847)

Rickli, Karl (1791–1843)

Famille originaire d'Aarwangen. Karl Rickli fut le premier pasteur protestant de Lucerne dès 1827; il dirigea l'école normale de Münchenbuchsee de 1830 à 1843 et est l'auteur de la première Bible pour enfants à l'usage des écoles primaires bernoises. Son frère, *Albrecht Friedrich (1795–1866)*, fut député au Grand Conseil durant plus de 20 ans. (DHBS)

Rossi, Pellegrino-Louis-Edouard, comte (1787–1848)

Né à Carrare, homme d'Etat, publiciste et économiste italien, Pellegrino Rossi se réfugia en 1815 à Genève où il donna, dès 1819, un cours de jurisprudence appliquée au droit romain. Il fut admis gratuitement à la bourgeoisie de Genève en 1820 pour services rendus, député au Conseil représentatif 1820, plus tard député à la Diète et rapporteur de la commission de révision du Pacte fédéral (Diète fédérale extraordinaire de Lucerne en 1832). En 1833, la Diète le délègue à Paris pour négocier avec Louis-Philippe l'émigration polonaise. Il demeure alors en France où il est nommé professeur au Collège de France, et en 1834 professeur de droit constitutionnel à la faculté de droit de Paris. En 1843, il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques et pair de France. En 1845, il a pour mission de traiter avec Rome de la question des jésuites. En 1848, il est ministre du pape Pie IX, mais meurt assassiné d'un coup de poignard dans le palais de Canallaria. Brillant économiste, continuateur d'Adam Smith, de Ricardo et de Malthus, il a laissé de nombreux ouvrages sur le sujet. (DHBS)

Schaffter, Auguste (1788–1861)

Pasteur à Saillans et Crest (Drôme, France) dès 1808; il fut diacre à l'église française de Berne en 1811, pasteur chargé de cours à l'Académie de Berne en 1819, professeur extraordinaire de théologie pratique de 1834 à 1859, c'est-à-dire dès les débuts de l'Université de Berne. (DHBS)

Schnell, (Ludwig) Samuel (1775–1849)

Docteur en droit, membre de la Cour suprême helvétique en 1799, professeur à l'Académie, puis Université de Berne de 1806 à 1843, auteur du *Zivilgesetzbuch für die Stadt und Republik Bern* commenté, en 3 volumes, une mise à jour du droit bernois qui était le produit d'une évolution juridique de plusieurs siècles. Marié en secondes noces à une patricienne (Margarita Franziska von Wattenwyl), il s'est toujours tenu en retrait de l'activisme de ses cousins Hans et Karl. (E. BLÖSCH, in *SbB II*, p. 321–325)

Les frères Johann Ludwig, Karl et Hans Schnell

Schnell, Johann Ludwig (1781–1859)

Johann Ludwig était secrétaire baillival de Berthoud et chancelier de la ville du même nom; il organisa l'assemblée du 3 décembre 1830 en cette ville; il fut député à la Constituante de 1831 et en était, avec Neuhaus, Watt et Wyss, un des quatre secrétaires. (DHBS)

Schnell, Karl (1786–1844)

Docteur en droit, notaire et avocat. Dès les années 1820, il s'était acquis beaucoup de sympathies auprès des populations campagnardes. Adversaire déclaré du régime aristocratique issu de la Restauration. Critique du gouvernement en 1830. Fonde, en collaboration avec Samuel Schnell, le journal *Berner Volksfreund* en 1831. C'est lui qui lance, apparemment à brûle-pourpoint, l'idée d'une Constituante lors de l'assemblée populaire de Münsingen du 10 janvier 1831. Député au Grand Conseil en 1831, préfet de Berthoud, député aux Diètes de 1832 et 1833. Affecté aux «affaires étrangères», il est cofondateur du Concordat des sept cantons (v. Notices explicatives). Conseiller d'Etat (1833–34), directeur de la police centrale à partir de mars 1837. Suite à la défaite parlementaire en rapport avec l'affaire Louis Napoléon Bonaparte (septembre 1838), il démissionne de toutes ses charges. En voulant se rendre à pied à Aarau, il se noie par une nuit tempétueuse d'hiver en longeant l'Aar. Son corps est retrouvé le 14 février 1844. (DHBS; RL, p. 35; BJ)

Schnell, Hans (1793–1865)

Docteur en médecine à Berthoud, professeur d'histoire naturelle à l'Académie de Berne (1827). Hans Schnell est le principal orateur de l'assemblée de Münsingen, le 10 janvier 1831; ses talents de tribun enthousiasmèrent l'auditoire. En 1832, il est élu député. Au début des bouleversements libéraux, lui et son frère Karl dominèrent le Grand Conseil bernois. Après la défaite parlementaire dans l'affaire Louis Napoléon Bonaparte (24 septembre 1838), il démissionne, en même temps que son frère Karl, du poste de landammann qu'il occupait depuis l'année précédente. Hans revint sous l'étiquette des opposants libéraux-conser-

vateurs au Grand Conseil en 1843, mais ne retrouva pas son influence d'antan. (DHBS; RL, p. 34; BJ)

Schöni, Alexander (1796–1880)

Commerçant, administrateur des forêts, juge de district, membre du Grand Conseil de 1832 à 1846, président du Tribunal de 1835 à 1846, vice-bourgmestre de Bienne de 1846 à 1850; il vint en aide aux réfugiés polonais des années 1833 et 34. (DHBS; Supplément au *Berner Volksfreund* n° 54, 18.9.1831)

Schwab, Emanuel (1804–1865) et David (1806–1861)

Le père d'Emanuel et de David Schwab avait fait fortune au Portugal. Les deux frères participèrent à Bienne aux activités du mouvement libéral. Dans le courant des années 1830, Emanuel fut président de la section biennoise de la Société de protection (Schutzverein), qui avait comme programme de protéger les acquis du libéralisme.

David Schwab était beau-frère par alliance de Charles Neuhaus (Joséphine Schwab-Verdan était la sœur de Fanny Verdan, épouse de Charles Neuhaus). Les frères Schwab et Charles Neuhaus ont échangé une nombreuse correspondance, non publiée. (RL, p. 24–25)

Les frères Ludwig et Wilhelm Snell

Snell, Ludwig (1785–1854)

Réfugié allemand arrivé en Suisse en 1827 à la suite des poursuites intentées aux démocrates allemands. Il s'établit à Bâle, puis à Küsnacht (Zurich), commune dont il acquit la bourgeoisie. Il fut un des chefs de file de la politique radicale suisse. De 1831 à 1834, il dirigea la rédaction du journal *Der Schweizerische Republikaner*. Professeur de philosophie à Zurich, professeur de sciences politiques à Berne de 1834 à 1836. En tant qu'un des chefs du «Parti national» opposé au gouvernement, il fut soupçonné de relations avec le mouvement «La Jeune Suisse», arrêté, relaxé faute de preuves et exilé du canton; il prit part plus tard aux luttes provoquées par la suppression des couvents argoviens (1841) et par le rappel des jésuites à Lucerne (1844). (DHBS; RL, p. 58; BJ)

Snell, Wilhelm (1789–1851)

Wilhelm Snell se réfugia également en Suisse (Bâle) dès 1820. Radical, il prit, en 1830, le parti de Bâle-Campagne contre celui de la ville. Les frères Schnell lui procurèrent une chaire de droit naturel à l'Université de Berne dont il devint le premier recteur. Avec son frère, il fut un des chefs du «Parti national» et influença fortement la jeunesse comme professeur de droit public. Par ses discours enflammés, il fut le principal instigateur de l'expédition des corps francs du printemps 1845. Suite au procès qui eut lieu cette même année, il fut démis

de ses fonctions et expulsé du territoire cantonal. En 1850, le gouvernement radical le fit revenir à l'Université. (DHBS; RL, p. 59; BJ)

Spahr, Jacques (1804–1855)

Il fit ses études à Luxeuil, Porrentruy, Besançon et Rome. Docteur en théologie, fondateur et rédacteur de *L'Ami de la justice*, il dut s'exiler en Alsace, avec J.-B. Bernard Cuttat (1836), où il assumait la charge de curé de la commune de Wattwiller (Haut-Rhin).

de Staël-Holstein, Germaine, née Necker (1766–1817)

Fille du banquier Necker (ministre de Louis XVI), écrivain français élevée à l'école des philosophes, Germaine de Staël s'enthousiasma pour les idées véhiculées par la Révolution; mais effrayée par les excès de celle-ci, elle se réfugia en Suisse en 1792 au château de Coppet, sur le bord du Léman. Rentrée à Paris après la Terreur (mai 1793–juillet 1794), ses idées de liberté lui attirèrent la vindicte de Bonaparte qui lui intima l'ordre de quitter Paris. A partir de 1805, elle réside à Coppet, en compagnie de Benjamin Constant, où elle accueille des écrivains étrangers et des adversaires de Napoléon. Après bien des pérégrinations (St-Petersbourg, Suède, Angleterre), elle rentre en France à la Restauration qui la déçoit par ses mesures antilibérales. Elle meurt à Paris, à l'âge de 51 ans, et est enterrée à Coppet. Elle œuvra pour une meilleure compréhension de l'Allemagne (*De l'Allemagne*, 1810) par les Français, ce qui ne pouvait plaire à Napoléon. Œuvre littéraire importante, en particulier par son côté «moderne», anti-classique, tel que *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales* (1800). Ses idées contribuèrent à ouvrir la voie à la Révolution libérale de 1830. (GS 2, p. 415–434)

Stämpfli, Jakob (1820–1879)

De Schwanden, près de Schüpfen. Avocat et fondateur du journal *Berner Zeitung*. Avec Ochsenbein, J.R. Schneider et d'autres, il travailla inlassablement à la révision de la Constitution de 1831; à 25 ans, il prit part à la seconde expédition des corps francs. Après la chute de Neuhaus, il devint membre éminent de la Constituante de 1846 et fut conseiller d'Etat durant la période radicale de 1846 à 1850. On lui doit le nouveau système financier et l'introduction des impôts. Renversé en 1850 par le parti conservateur, il redevint, pour quatre ans, rédacteur de la *Berner Zeitung*. Il s'oppose alors avec violence à la majorité et au gouvernement. (Voir Notices explicatives: «Affaire de la Dotation».) Lassé de querelles, il souscrivit en 1854 à la fusion des radicaux et des conservateurs. Député au Conseil national de 1848 à 1854 (présidence en 1851), il fut élu au Conseil fédéral le 6 décembre 1854. Président de la Confédération en 1856, 1859 et 1862. Il dirige en 1855 le Département de justice, en 1857 et 1858 celui des finances et plus tard le Département militaire. Il élabore notamment un projet de trans-

formation et d'assainissement des chemins de fer; il est un des fondateurs de la Banque fédérale dont il assure la présidence jusqu'en 1870 et dont les principales activités furent la mise en valeur des terrains du Grand Marais (Seeland) et l'appui donné au développement des chemins de fer dans le Jura et l'Emmental. De 1864 à 1878, «spiritus rector» du Grand Conseil bernois qu'il préside plusieurs fois. Jakob Stämpfli est une des figures marquantes de l'histoire bernoise et suisse au cours des luttes pour la création de l'Etat fédéral. (DHBS)

Stettler, Albrecht Friedrich (1796–1849)

Juriste, membre du Grand Conseil en 1826, préfet d'Interlaken en 1831, député à la Diète en 1836, 1837 et 1838. Il est élu landammann en 1841, mais refuse son élection. Professeur de droit public à Berne, recteur de l'Université en 1844. Brillant orateur politique, il s'était rallié en 1832 au nouveau régime, mais combattit le radicalisme de 1848. Il publia divers ouvrages d'histoire. (DHBS)

Stockmar, Xavier (1797–1864)

Evoquer Xavier Stockmar, c'est aller aux racines des relations pour le moins agitées qui ont marqué les rapports entre le Jura et l'Ancien Canton depuis l'attribution à ce dernier par le Congrès de Vienne, en mars 1815, d'une partie importante de l'ancien Evêché de Bâle. A l'arrivée du mouvement révolutionnaire de 1830 en Suisse, Stockmar, négociant à Porrentruy, se hisse au rang de chef des libéraux jurassiens. A la suite de quelques troubles ayant éclaté dans cette ville, le gouvernement bernois met sa tête à prix dans les premiers jours de 1831. Ordres et contre-ordres se chassent et causent beaucoup d'agitation, notamment à Bienne où l'on veut barrer la route à des troupes dépêchées dans l'Evêché, mais qui ne viendront finalement pas. Elu député, il devient un des membres influents de la Constituante de 1831. Il avait alors 34 ans. Il était chargé, en collaboration avec Neuhaus, de la rédaction du *Journal des délibérations de l'Assemblée constituante*. Impétueux, les choses n'avançaient jamais assez rapidement pour lui; le 5 mai 1831, il s'écria devant l'assemblée: «Il faudrait savoir si nous voulons une constitution cette année encore ou en l'an 2240!». C'était un ardent défenseur de la liberté religieuse et de la liberté de conscience. Dans le Jura, la lenteur, imaginaire ou réelle, de l'introduction de réformes fut à l'origine d'un mouvement *autonomiste*, car Stockmar, bien que ne se privant pas de parler de la *Rauracie* (v. Notices explicatives), se défendait d'être *séparatiste*.

Il fut nommé préfet de Porrentruy au milieu de l'année 1831. En 1832, Stockmar avait demandé l'institution d'une commission pour établir la péréquation de l'impôt, mais il ne reçut qu'une réponse dilatoire. En cette même année (juillet) il fonde le bihebdomadaire *L'Helvétie* et met au point, en collaboration avec Kasthofer, un règlement forestier qui force l'admiration des spécialistes.

Elu membre du Conseil-exécutif en remplacement de Vautrey (décembre 1835), son entrée au gouvernement coïncide avec les désordres que provoqua

dans le Jura l'adoption des Articles de Baden (v. «Quelques Notes», année 1836, et Notices explicatives).

Bien que l'Acte de réunion ait en principe décrété l'abolition des lois françaises jusqu'alors en vigueur dans l'ancien Evêché, Stockmar et les députés jurassiens demandent, le 30 juin 1838, par voie de motion, le droit de constituer une commission législative pour procéder à une révision destinée à rendre ces lois quand même applicables dans les districts jurassiens. Le malentendu entre Stockmar et Neuhaus est à son comble et culmine dans une harangue de Stockmar contre l'Ancien Canton et «son régime de paperasses». Le rejet de son projet provoque un grand mécontentement dans le Jura. Mais, disait Eduard Blösch, l'Ancien Canton avait dans ses principes d'unité cantonale et d'égalité de solides arguments contre la réintroduction d'une législation divergente pour la seule partie jurassienne.

Dès lors, des rumeurs contre Stockmar, qui a déclaré qu'une législation uniforme pour tout le canton est chose impossible et qui a demandé un congé pour se rendre à Porrentruy, se répandent. Le tout culmine dans une réunion secrète du Conseil-exécutif organisée chez Neuhaus, Stockmar, membre du gouvernement, étant intentionnellement tenu à l'écart. Informé par hasard, celui-ci y paraît inopinément et se trouve face à des collègues qui l'accusent alors de haute trahison en raison de prétendues menées séparatistes. En vain, Blösch réclame la nomination d'une commission d'enquête chargée d'entendre l'accusation et la défense et de faire rapport. Le 24 juin 1839, le Grand Conseil suit Neuhaus et la majorité du gouvernement et révoque Stockmar par 93 voix contre 32. L'histoire dit qu'au cours de tous ces événements, Stockmar resta très digne et que la presse suisse fut unanime à blâmer «cet acte de mesquine vengeance que Neuhaus n'avait pas même su couvrir des apparences de la légalité». Stockmar séjourna par après à Zurich, moyen de se soustraire au gouvernement bernois qui avait décidé, le 2 avril 1840, de le poursuivre pour haute trahison et qui le sommait de se présenter devant le juge. Vu les mesures d'intimidation que le gouvernement bernois prenait dans le Jura (perquisitions, arrestations, dissolutions, interdictions), Stockmar se rendit alors en France, animé en cela par le général Théophile Voirol, son compatriote et gouverneur de l'Algérie dans les premiers temps de la conquête coloniale française. Il était depuis longtemps séduit par des idées de colonisation et avait imaginé un projet de «Colonie helvétique» pour l'extrême est de la côte algérienne (Bône, La Calle) qui ne vit pourtant jamais le jour; il prévoyait d'y installer quelque 100 000 Suisses en l'espace de 25 ans. (A.J. STOCKMAR, in *SbB IV*, p. 455–558; BJ; ERARD *I*, p. 365 ss.)

von Tavel, Franz Karl (1801–1865)

De 1819 à 1823, Tavel accomplit du service dans les armées prussiennes généralement stationnées dans le Rhin. De mœurs assez libres, il passe au méthodisme

sous l'influence de son épouse Madeleine de Rovérea. Von Tavel se sépare de ses pairs aristocratiques à la faveur du mouvement de 1830–31. Il est immédiatement nommé au gouvernement et aux fonctions de vice-président du Département militaire. En 1832 et 1833 déjà, il est désigné en tant que premier délégué du canton de Berne à la Diète. Il collabore dans le cadre de la commission ad hoc à la rédaction d'un projet de constitution fédérale finalement rejeté en 1834 par une forte majorité.

Avoyer en 1835 et président de la Diète à 34 ans. D'un abord avenant, négociateur habile avec les diplomates étrangers (qui traitaient à l'époque directement avec chaque canton séparément), il représenta souvent Berne à la Diète fédérale. Lors de l'agitation dans le Jura en mars 1836 (Articles de Baden), lorsque les catholiques se crurent privés de tous leurs droits, Tavel fut délégué, en compagnie de Charles Schnell et de l'avocat Eduard Blösch, en ayant pour mission, assistés de troupes, de rétablir le calme. Il accorda un soutien généreux aux réfugiés et procura des chaires d'enseignement ou des places dans l'administration à certains d'entre eux.

Avoyer en 1837. Considéré avec suspicion par les représentants de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, proche de la France et en particulier du prince Louis Napoléon (alors en exil à Berne), il fit en sorte que ce dernier soit nommé capitaine d'artillerie dans les troupes bernoises. Il se retira brusquement en 1838 (affaire Louis Napoléon Bonaparte). Il revint au Conseil-exécutif en 1843. Après avoir soutenu la radicalisation de la politique bernoise, il se détourna de Neuhaus en 1845 et adhéra aux conservateurs libéraux. Il assume une fois encore les fonctions d'avoyer après le décès de l'avoyer Tschärner, en 1846. La chute du gouvernement de la Régénération mit fin à sa carrière; il se retire alors à l'étranger (Paris et Italie). (BLÖSCH, in *SbB II*, p. 547–549)

Thurmann, Jules (1804–1855)

Géologue et botaniste d'origine française. Professeur de mathématiques et de sciences naturelles au Collège de Porrentruy dès 1832. Il dirigea les cours mis sur pied par le gouvernement pour l'instruction des institutrices; ses tendances libérales lui valurent l'animosité des catholiques, lutte qui se répéta en 1836, lorsqu'il devint le premier directeur de l'École normale. Il démissionna en 1840, démission que le gouvernement bernois n'accepta qu'en 1843. Membre fondateur de la Société jurassienne d'Emulation (1847), dont il fut aussi le premier président. (DHBS; S. SCHWAB, in *SbB II*, p. 274–291; AUG. JACCARD, in *GS 3*, p. 180–183)

von Tillier, Johann Anton (1792–1854)

Patricien libéral, sympathisant avec l'idée des réformes constitutionnelles. Juge d'appel en 1823, il est aussi membre du Grand Conseil sous la Restauration. Après la chute du patriciat, il est élu au Grand Conseil et se distance de ce fait

de la plupart de ses pairs. En octobre 1831, il est élu au Conseil-exécutif et chargé des pourparlers avec la France au sujet des capitulations militaires; directeur de la police municipale de Berne. Il s'opposa sans succès à la partition en deux du canton de Bâle et quitta le gouvernement en 1832. Il fut envoyé en mission à La Haye pour l'affaire des réfugiés polonais (1833) et occupa le poste de landammann en 1837. Il revient au gouvernement en 1840. Représenta plusieurs fois le canton de Berne à la Diète, sans jamais arriver, comme il l'aurait voulu, au fauteuil d'avoyer. En 1841, il n'obtint que 60 voix contre 108 à son rival Charles Neuhaus, situation qui se répéta après le décès de l'avoyer Tscharner (1844), lorsque la préférence alla à Tavel. Député au Grand Conseil (1846), président (1848). Membre du Conseil national de 1848 à 1851. Il se retira ensuite à Munich. Il est surtout connu comme historien, et notamment par son ouvrage *Geschichte der Eidgenossenschaft während der Zeit des sogenannten Fortschrittes*. Il qualifiait son collègue au gouvernement, Charles Neuhaus, de magnanime, tout en regrettant sa vivacité et sa susceptibilité. (E. BLÖSCH, in *SbB II*, p. 542–547)

Troxler, Paul Vital Ignaz (1780–1866)

Né à Beromünster (Lucerne), médecin, homme politique, philosophe. Etudiant à Vienne, il se lia d'amitié avec Beethoven. Adepté du culte catholique, il n'en est pas moins en termes ambigus avec l'Eglise et ses doctrines. Il refuse simultanément la souveraineté du patriciat lucernois et l'omnipotence démocratique et tente de jouer un rôle politique dans le contexte de la reconstruction de l'Europe au temps du Congrès de Vienne. La publication de deux traductions du latin (un dialogue de Buchanan de la fin du XVI^e siècle sur les devoirs des gouvernements et un texte de Milton sur la déposition et la condamnation de Charles Stuart) lui valut d'être déposé de la chaire de philosophie au Lycée de Lucerne. En 1830, il est professeur à Bâle qui était alors un Etat fortement libéral. Suite à la Révolution de Juillet, il s'oppose avec vigueur à l'idée de céder aux campagnes, et plus particulièrement aux petites villes du canton, les principales institutions créées par la capitale (écoles, bibliothèques, etc.). Troxler est appelé à l'Université de Berne en 1834 où il œuvre jusqu'en 1853. Logique avec lui-même, il s'oppose aux Articles de Baden et à la suppression des couvents, de même qu'aux corps francs, mais fut partisan du Sonderbund. Troxler figure au premier rang des fondateurs de l'Association nationale (Nationalverein). (DHBS; CH. SECRÉTAN, in *GS 3*, p. 111–128)

von Tscharner, Carl Friedrich (1772–1844)

Membre du Grand Conseil en 1803, juge à la Cour d'appel en 1807, membre du Petit Conseil en 1817, chancelier de l'Académie de Berne; député à la Diète de 1819 à 1830, président de la Constituante en 1831. Cette même année, pour l'élection du nouveau Conseil-exécutif, Tscharner passe en tête de liste. C'est alors que Neuhaus dit qu'il n'accepte d'entrer au gouvernement que provisoi-

rement. Conseiller d'Etat de 1831 à 1844, avoyer de la République de Berne tous les deux ans, de 1831 à 1843 et, comme tel, président de la Diète fédérale en 1836 et 1842.

Tscharner irrite constamment Neuhaus par ses faiblesses, notamment vis-à-vis des prétentions de la France, en 1836, dans l'affaire des Articles de Baden. A plusieurs reprises, il essuie de la part de Neuhaus le refus de siéger avec lui à la Diète. En 1838, l'élection de l'avoyer fut disputée, ce qui ne s'était jamais vu depuis 1831; Neuhaus est désigné comme vice-président du Conseil d'Etat. En 1838, Neuhaus refuse à nouveau de siéger à la Diète: il ne peut, par conviction, soutenir les instructions bernoises défavorables au parti libéral de Schwytz (3^e tentative de partage en deux du canton du même nom). Dès 1839, Neuhaus ayant été élu aux fonctions d'avoyer, Tscharner et Neuhaus se relaient d'année en année, jusqu'en 1844. (DHBS; BLÖSCH, in *SbB II*, p. 530–532; GS 3)

Vautrey, François-Joseph (1782–1838)

Né à Porrentruy, Vautrey fait des études de droit à Strasbourg. Il occupe ensuite les fonctions de procureur impérial à Lübeck; plus tard, il ouvre un cabinet d'avocat dans sa ville natale. En 1830, il entre au Conseil souverain de Berne. «Esprit d'une remarquable clarté», dit Xavier Elsaesser dans *Histoire de mon temps*. Il est élu, un an plus tard, membre de l'Assemblée constituante. De 1831 à 1838, il est député au Grand Conseil bernois et de 1831 à 1835, membre du Conseil-exécutif. Il assiste à la Conférence de Baden en 1834, approuvant le principe de la discussion, mais refuse une application unilatérale. Il quitte le gouvernement en décembre 1835. (ERARD; *Le Canton du Jura de A à Z*)

Verdan, Albert (1798–1851)

Tout comme son frère Charles, Albert Verdan faisait partie de la direction de la manufacture d'indiennes. Les frères avaient repris la direction de l'entreprise en 1832, à la mort de leur père, Henri Verdan. Bourgeois libéral, il prônait comme ses coreligionnaires des réformes constitutionnelles. Les rapports de Charles Neuhaus avec ses beaux-frères Albert et Charles Verdan, en faveur de ces mêmes réformes, n'en étaient pas pour autant exempts de tension. D'après César Blösch, Albert Verdan, en particulier, aurait salué l'élection de Neuhaus au Conseil-exécutif parce qu'elle l'éloignait de l'entreprise. (RL, p. 19)

Watt, David (1781–1861)

Biennois, fils du grand sautier Emanuel Watt et de Catharina Moser. Il fut préfet du district de Büren de 1838 à 1843.

Watt, Jean-Amédée (1775–1834)

Frère du précédent. Ingénieur à Delémont, original et excentrique à l'extrême, il était à la fois botaniste, géologue, agriculteur, éducateur et musicien. Outre les travaux dont il est question dans le texte de Neuhaus, Watt dressa également les plans d'une route par le Lötschberg. Vers 1805, il ouvrit à Delémont un établissement d'éducation (domaine de Löwenbourg) dont le but était de former le caractère des jeunes gens. Membre de la Constituante, il en fut premier secrétaire de langue française, l'autre étant Charles Neuhaus; il fut également membre du Grand Conseil. (DHBS; JC; ELSÄSSER; KOHLER/PÉQUIGNOT)

Watt, James (1736–1819)

Ingénieur et mécanicien écossais qui a fait breveter la première machine à vapeur. KOHLER/PÉQUIGNOT avancent qu'il émanerait, avec les précédents, d'un tronc commun, venu de Franconie, qui se serait scindé en trois branches, dont la biennoise, à la suite de la Réforme. (Dans le texte de Neuhaus [p. 35], énuméré avec Archimède, Palissy, etc.)

von Wattenwyl (de Watteville), Niklaus Rudolf (1760–1832)

Von Wattenwyl fait des études à Göttingen et entre au service de Hollande dans le régiment bernois de Goumoëns. Comme commandant du bataillon des fusiliers du régiment de Thoune, il se distingua contre les armées françaises, à Neueneegg (1798). En 1802, il est engagé contre le gouvernement helvétique. Il est élu avoyer de Berne dans le nouveau gouvernement. Il préside les Diètes de 1804 et 1810. Envoyé extraordinaire à Munich (1806) et à Paris (1807) et nommé général par la Diète, en 1813, dans le cadre des mesures prises par la Suisse contre les Alliés. Réélu avoyer en 1814. Bien que mandaté pour soutenir les revendications bernoises au sujet du rétablissement du canton dans ses anciennes frontières, il combattit énergiquement toute idée de rétablissement du régime politique d'avant 1798, ce qui le brouilla avec nombre de ses pairs. Il demeure au gouvernement jusqu'au changement de régime en 1831 et signa comme avoyer la dernière proclamation du gouvernement démissionnaire. Il avait soumis en dernière minute (fin des travaux de la Constituante) son propre projet de constitution qui s'inspirait assez fort de ce qui avait prévalu du temps de la Médiation. (DHBS; BLÖSCH, in *SbB III*, p. 37–43)

Wyss, Abraham Rudolf (1792–1854)

Juriste, commissaire en chef des fiefs de 1817 à 1834. Premier secrétaire allemand de la Constituante de 1831. Membre du Conseil-exécutif en 1831.

Wyss, Johann Gottlieb (1787–1857)

Avocat, éminent juriste. Député à la Constituante de 1831. Membre du Conseil-exécutif de 1831 à 1837. (DHBS)